

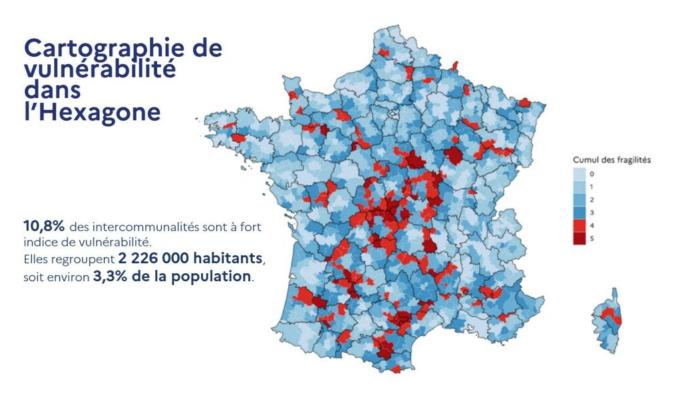
3 déserts médicaux de Vaucluse vont accueillir des généralistes



Une vingtaine de communes réparties dans 3 intercommunalités de Vaucluse vont bénéficier de cette présence médicale dans le cadre des 151 zones prioritaires vulnérables identifiées par le ministère de la santé en juin dernier.

Ce mois-ci, trois zones prioritaires de Vaucluse devraient commencer à accueillir des médecins généralistes. Il s'agit des territoires de la Communauté de communes Rhône-Lez-Provence, de la Communauté de communes Ventoux Sud et de la Communauté de communes de l'Enclave des Papes-Pays de Grignan. De quoi apporter une présence médicale au profit des habitants des communes de Bollène, Lapalud, Lamotte-du-Rhône, Mondragon et Mornas pour Rhône-Lez-Provence, d'Aurel, Blauvac, Ferrassières, Malemort-du-Comtat, Méthamis, Monieux, Mormoiron, Saint-Trinit, Saint-Christol-d'Albion, Sault, et Villes-sur-Auzon pour Ventoux Sud ainsi que de Valréas, Richerenches, Visan et Grillon pour l'Enclave.



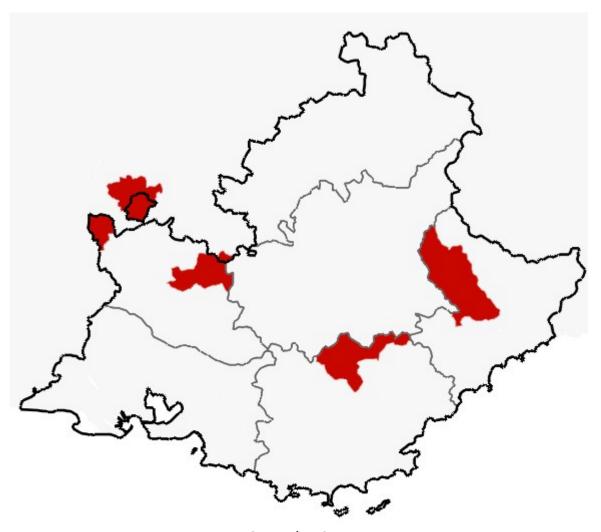


Crédit : Ministère de la Santé

Cette mesure s'inscrit dans le cadre du pacte de lutte contre les déserts médicaux du ministère chargé de la Santé et de l'Accès. Publié en juin dernier, ce pacte a identifié 151 zones prioritaires (dont 5 en Provence-Alpes-Côte d'Azur) qui accueilleront, dès septembre 2025, les médecins volontaires dans le cadre d'une mission de solidarité territoriale. A ce jour, 87% du territoire est classé en désert médical par le ministère et près de 6 millions de Français n'avaient pas de médecin traitant.

Concrètement, des médecins volontaires consacreront jusqu'à deux jours de consultations par mois dans ces zones prioritaires dans des lieux adaptés mis à dispositions par les élus. Les patients pourront obtenir un rendez-vous rapide, avec un outil national dédié. Ces consultations seront facturées sans dépassement d'honoraires.





Les 5 zones retenues en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

96% des Français jugent leur relation avec leur médecin bonne : un lien solide, mais sous pression



Ecrit par le 18 décembre 2025



Orisha Healthcare publie son 1er baromètre OpinionWay sur la relation patient-médecin. Il révèle une confiance très largement partagée entre patients et professionnels de santé. Mais derrière cette entente, les attentes évoluent, les tensions se renforcent et l'irruption des nouvelles technologies redistribue les cartes de la relation médicale.

La relation patient-médecin reste un pilier du système de soins :

- 96% des patients déclarent avoir une bonne relation avec leur médecin généraliste,
- 90% estiment que leur médecin les comprend bien,
- 99% des médecins affirment entretenir une relation positive avec leurs patients, 58% la jugent même « très bonne ».

Les qualités humaines restent au cœur de la relation : écoute (97%), explication du diagnostic (97%), prise de temps (97%) figurent parmi les priorités absolues pour les patients. Les médecins partagent ces attentes, confirmant l'importance d'un accompagnement individualisé. Les hôpitaux bénéficient



également d'un haut niveau de confiance auprès des Français (76%), au même niveau que les PME, et juste derrière la science (80%).

L'écoute, la disponibilité, l'échange sont au coeur de la relation de confiance entre patients et médecins

Dans un contexte où seuls 44% des Français déclarent faire confiance à la justice, 31% aux médias, et à peine 16% aux partis politiques, la confiance accordée aux professionnels de santé reste une exception remarquable.

Pour autant, 51% des Français ont déjà changé de médecin. Pourquoi?

- 1 patient sur 3 a changé de médecin car il ne se sentait pas écouté (33%).
- 27% car il ne se sentait pas à l'aise pour parler librement.
- 21% car il avait le sentiment d'être jugé par son médecin. De fait, il semblerait que le lien patient-médecin est loin d'être aussi solide qu'il y paraît.

Une pression croissante sur les médecins

Malgré ce socle de confiance, des signes d'usure apparaissent :

- 92% des médecins jugent que les exigences de leurs patients ont augmenté ces cinq dernières années,
- 13% estiment que la relation s'est détériorée,

_

Les enjeux de temps et de disponibilité pèsent : seuls 72% des patients jugent leur médecin disponible pour une urgence, et 68% le trouvent joignable facilement hors consultation.

En tout état de cause, les médecins saturent puisque l'enquête révèle que 78% dénoncent une charge de travail qui nuit à la relation avec leurs patients.

- 58% pointent un trop grand nombre de patients à gérer.
- 47% trouvent que le temps consacré aux démarches administratives de remboursement dégradent la qualité de la relation.



Ce niveau de tension se distingue dans un paysage global où seulement 51% des Français font confiance aux grandes entreprises publiques, 43% aux banques, et 32% aux syndicats.

L'IA, nouvel acteur de la relation patient-médecin?

66% des patients et 92% des médecins utilisent ou envisagent d'utiliser l'intelligence artificielle dans le cadre de leur relation de soins.

- Les patients l'imaginent comme un appui pour mieux comprendre un diagnostic ou se préparer à une consultation.
- Les médecins y voient un levier pour affiner leurs décisions, détecter des signaux faibles, personnaliser les traitements.

Mais cette évolution n'est pas sans risque perçu : 46% des médecins redoutent un impact négatif de l'IA sur leur relation avec les patients, au profit d'un rapport plus technicisé et potentiellement déshumanisé.

Étude réalisée par OpinionWay pour Orisha Healthcare

Vaucluse santé attractivité : le département poursuit son parcours de santé



Ecrit par le 18 décembre 2025



Vaucluse Provence Attractivité, l'agence de développement économique et touristique du conseil départemental de Vaucluse, vient de lancer Vaucluse santé attractivité. La démarche, menée en partenariat avec les institutions phares du secteur de la santé, vise à faciliter l'installation de médecins généralistes dans le département. Une initiative inédite dans la région qui s'inscrit dans la dynamique déjà engagée par le Conseil départemental dans le secteur de la santé.

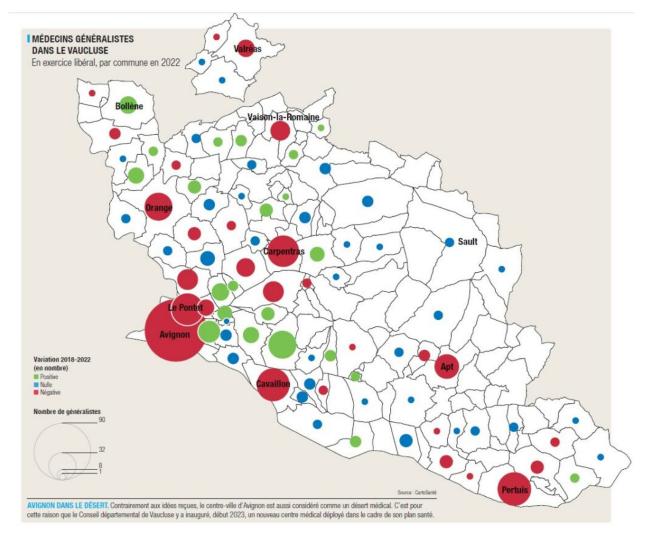
« La santé ce n'est peut-être pas une compétence du Département, mais c'est une préoccupation des Vauclusiens. Aujourd'hui, c'est même un sujet qui est passé devant les problèmes de sécurité », a insisté <u>Dominique Santoni</u>, présidente du Conseil départementale de Vaucluse lors du lancement de Vaucluse santé attractivité.

Ce nouvel outil est destiné a attiré des médecins généralistes dans le département afin d'anticiper l'accélération de la baisse du nombre de médecins sur l'ensemble du territoire français. Une pénurie de praticiens qui s'explique par le non-remplacement de médecins souvent isolés, la dureté de la profession, la disponibilité qu'elle exige et le numérus clausus qui, jusqu'en 2021, a limité le nombre de médecins diplômés.

Si la situation n'est pas plus mauvaise en Vaucluse (avec plus de 80 médecins pour 1 000 habitants, le nombre de généralistes est équivalent à la moyenne nationale), il faut notamment anticiper les changements démographiques à venir. « La population des plus de 75 ans devrait augmenter de 30% d'ici



2050, rappelle <u>Loïc Souriau</u>, directeur de départemental de l'ARS (Agence régionale de santé). Il y aura donc de fort besoins en matière de santé. »



©Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

Plus de 5 000 Vauclusiens ont déjà retrouvé un médecin-traitant

Une réalité que le Département a anticipée avec le lancement d'un Plan santé qui fait notamment <u>du Vaucluse un pionnier en matière de télémédecine</u>, comme <u>à Apt notamment</u>. Ce plan ce décline également par l'embauche, directement par le Conseil départemental de Vaucluse, de médecins qui, ainsi déchargés des fonctions administratives, peuvent se consacrer exclusivement à la patientèle dans des lieux spécifiquement dédiés.

Le déploiement de ces centres du réseau départemental de santé a débuté sur Avignon avec <u>l'ouverture</u> d'un cabinet en haut de la place de l'Horloge début 2023. L'opération s'est poursuivie avec <u>la création</u> d'un centre à Cadenet. Pour l'instant, l'initiative a permis le recrutement de 9 médecins généralistes dont <u>le dernier est implanté dans l'Edes (Espace départemental des solidarités) d'Apt</u> depuis décembre



dernier. De quoi déjà permettre à plus de 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant durant l'année écoulée.

« Nous sommes en phase d'embauche de deux généralistes supplémentaires, annonce Dominique Santoni. Nous allons aussi bientôt mettre en service un cabinet médical itinérant dans un bus sur le plateau de Sault. »

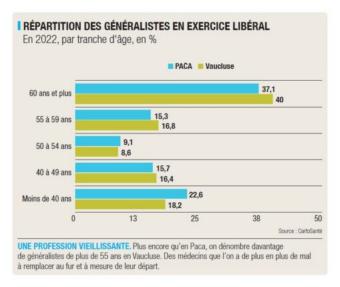
A lire également : Le Département de Vaucluse récompensé pour sa campagne de recrutement de médecins

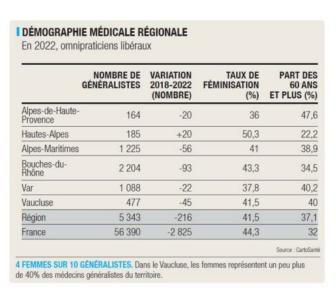
Cibler les généralistes libéraux

Prochaine étape de ce plan santé : renforcer l'attractivité du Vaucluse auprès des médecins généralistes exerçant exclusivement en libéral. Une 'espèce' rattrapée par l'âge qui a tendance à se raréfier puisque 40% d'entre eux avait plus de 60 ans en 2022 en Vaucluse.

Pour autant chaque année, quelques milliers de médecins fraîchement diplômés cherchent à s'établir et privilégient de plus en plus le besoin de trouver un équilibre entre vie professionnelle et personnelle.

Parmi eux, ils sont nombreux à vouloir opter pour un rythme de travail allégé, différent de celui de leurs ainés. Disposant de nombreux atouts pour les accueillir (qualité de vie, accessibilité, territoire à taille humaine), le Département entend donc capitaliser sur le savoir-faire de Vaucluse Provence attractivité (VPA) dans l'accueil des entreprises sur notre territoire. Objectif : dupliquer ce modèle sur celui de la santé.





© Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

« Cela raisonne effectivement avec tout ce que nous faisons », complète <u>Cathy Fermanian</u>, directrice générale de VPA a qui les différents partenaires (<u>ARS Paca</u>, <u>Région Sud</u>, <u>Département de Vaucluse</u>, <u>Ordre des médecins de Vaucluse</u>, <u>CPAM 84</u> et <u>MSA Alpes-Vaucluse</u>) ont confié le pilotage de cette structure



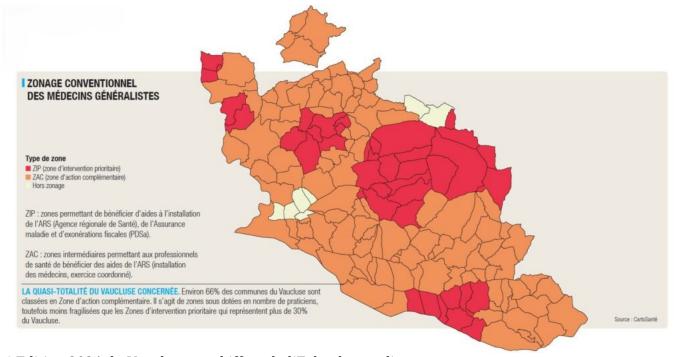
Ecrit par le 18 décembre 2025

dotée dans un premier temps d'un budget de 100 000€.

Une mission prise en charge par <u>Charlotte Reungoat</u>, cheffe de projet de Vaucluse santé attractivité, qui sera l'interlocutrice référente du dispositif. Cette dernière interagira ainsi avec les membres pour définir les cibles, et mettre en place des actions votées par les partenaires.

Un guichet unique pour la santé

« Il manquait quelqu'un qui soit à la croisée des chemins, reconnaît Isabelle Gueroult, vice-présidente du Conseil de l'ordre des médecins de Vaucluse. Car nous avons beaucoup de remplaçants qu'il faut aider à s'installer définitivement dans notre département. Nous avons aussi des médecins retraités qui ne veulent pas abandonner leur patientèle. Enfin, nous ne sommes pas un département universitaire, mais nous devons aussi trouver des MSU (Maîtres de stage universitaire) habilités à encadrer le plus grand nombre d'internes pour, pourquoi pas, les inciter ensuite à s'implanter chez nous. L'essentiel c'est que nous ayons suffisamment de praticiens pour éviter au maximum les renoncements aux soins. »



©Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

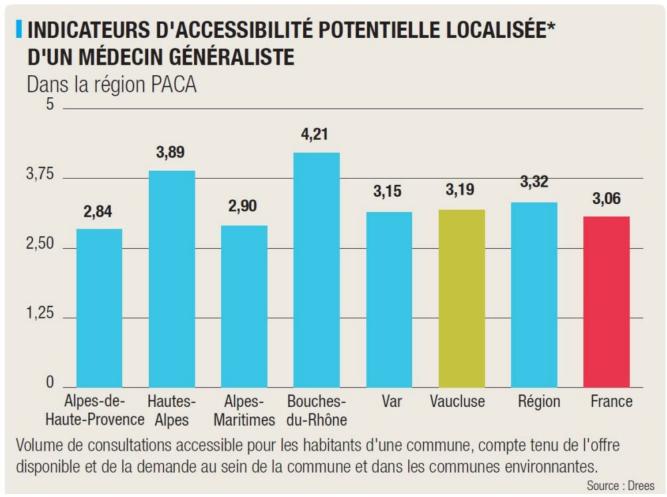
Même soucis d'attractivité pour Catherine Surroca, médecin coordonnateur régional et médecin conseil chef à la MSA Alpes-Vaucluse dont les deux tiers des adhérents sont Vauclusiens : « Il faut venir nos jeunes médecins dans nos campagnes. »

« Il y a des aides et Vaucluse santé attractivité devrait permettre d'y voir plus clair », complète le directeur départemental de l'ARS qui finance notamment actuellement les bourses mensuelles de 6 internes en Vaucluse.

Financement : la CPAM 84 en première ligne



Et des dispositifs d'aides il n'en manque pas rappelle Sophie de Nicolaï, directrice de la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) de Vaucluse qui remboursé 172M€ d'actes médicaux l'an dernier : « Il y a des aides pour dégager du temps d'expertise médicale en finançant les postes permettant de décharger les médecins des tâches administratives pour qu'ils se consacrent à leurs patients. Cela concerne 70 postes en Vaucluse. Il y a aussi des aides à l'installation dans les zones moins dotées pouvant aller jusqu'à 50 000€ (16 médecins en ont bénéficié). »



©Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

La CPAM 84 participe aussi à la formation des praticiens à hauteur de 5 000€. Elle met aussi en place un contrat de transition destiné à soutenir (jusqu'à 10% des honoraires annuels) les médecins qui préparent leur cessation d'activité en accueillant et accompagnant un médecin nouvellement installé dans leur cabinet (1 médecin actuellement en Vaucluse).

Dans cette logique, la CPAM apporte aussi une aide aux médecins qui interviennent hors du périmètre de leur cabinet (jusqu'à 25% des honoraires réalisés hors secteur). Enfin, la Caisse vauclusienne a soutenu les structures constituée de plusieurs professionnels de santé à hauteur de 2M€ pour les CTPS



Ecrit par le 18 décembre 2025

(Communauté professionnelle territoriale de santé) et $2M \in \text{pour les MSP}$ (Maison de santé pluriprofessionnelle)

Des délais de plus en long

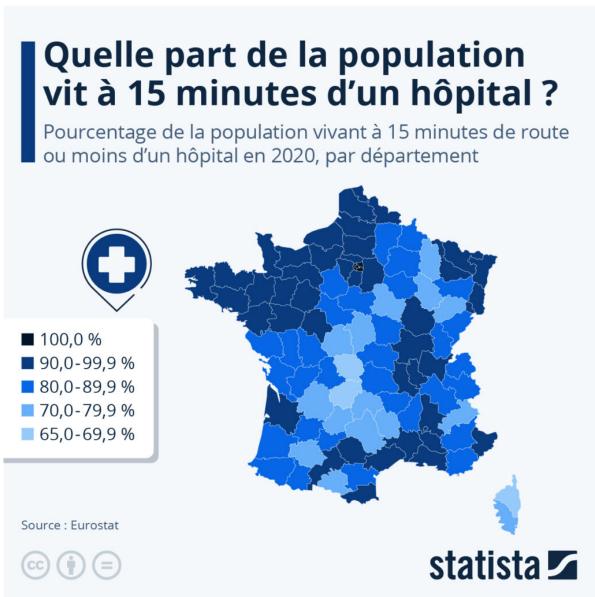
Tout cela, ne doit pas faire oublier que les délais d'accès aux plateaux techniques médicaux sont de plus en plus longs. « Radio, imagerie médicale, rendez-vous avec des spécialistes... cela se tend », constate la directrice de la CPAM.

L'ouverture prochaine d'un Centre médical de soins non programmés à Carpentras et l'Isle-sur-la-Sorgue devrait apporter une partie de solution. Ces structures intermédiaires, entre la médecine générale et des services d'urgence surchargés, doivent permettent la prise en charge de pathologies nécessitant un plateau technique (matériel de suture et d'immobilisation, biologie, imagerie médicale, médecine de spécialité).

Dans tous les cas, pour faire face aux enjeux des nombreux départs en retraite, aux déserts médicaux, à la sédentarisation des remplaçants ou bien encore à l'accueil des internes il n'existe pas de recette miracle. Seule la multiplication des solutions devrait être en mesure de lutter contre une pénurie de médecin.

« C'est pour cela que nous sommes ravis de cette initiative collective au service de la santé des Vauclusiens, se félicite Isabelle Gueroult, la représentante du Conseil de l'ordre des médecins de Vaucluse.





© Statista

Une démarche collective inédite

« Nous ne sommes pas en concurrence avec les autres acteurs de la santé, insiste Dominique Santoni. Au contraire, nous sommes complémentaires afin de renforcer l'offre de santé dans notre département. » « Il s'agit effectivement d'une démarche combinée inédite sur un sujet majeur concernant tous les territoires de l'Hexagone, confirme <u>Pierre Gonzalvez</u>, président de VPA, vice-président du Conseil départemental et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue.

Même enthousiasme pour <u>Gilles Ripert</u>, conseiller régional de la Région Sud et président de la CCPAL (Communauté de communes Pays d'Apt-Luberon), qui souligne « la mise en place de cette stratégie



Ecrit par le 18 décembre 2025

collective qui permet aux Vaucluse d'être un département-pilote en la matière dans la Région Sud.

« La Région veut d'ailleurs être un des chefs de file dans la mise en place des politiques de santé, poursuit Gilles Ripert. Pour cela, nous voulons nous appuyer tout particulièrement sur les collectivités locales. C'est dans ce cadre que nous avons mis en place une enveloppe régional d'un montant de 295M€ destinée, entre autres, à lutter contre les déserts médicaux ainsi qu'à moderniser les établissements de santé. »

Dans ce cadre, le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi consacré 4M€ afin de participer aux financements de 22 maisons de santé en Vaucluse ainsi que 635 000€ en aides aux généralistes du département.



Loïc Souriau, directeur de départemental de l'ARS lors de la signature des partenaires à l'occasion du lancement de vaucluse santé attractivité. © Alain Hocquel

Les généralistes avant les spécialistes ?

« Dans un premier temps, nous devons montrer que nous sommes tous des facilitateurs, précise la cheffe de projet de Vaucluse santé attractivité. Pour cela, nous allons structurer l'offre du territoire et promouvoir les postes vacants aux niveaux régional et national via différents outils de communication (plaquette et portail web), aller à la rencontre de prospects lors d'évènements dédiés au recrutement et d'accompagner les professionnels dans leur installation. »



« Nous allons nous concentrer sur les généralistes dans un premier temps, mais nous pourrons aussi accompagner des spécialistes si l'occasion se présente », poursuit Charlotte Reungoat. Cependant, vu les défis à relever en raison du nombre de médecins 'sur le marché', l'objectif de l'ensemble des partenaires sera déjà d'essayer de maintenir le maillage actuel en Vaucluse plutôt que de le densifier.

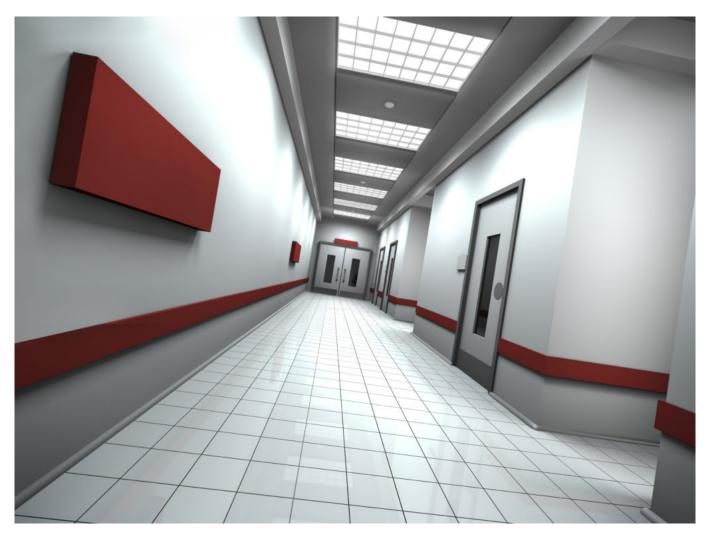
Laurent Garcia

« Être au plus près des populations qui en ont besoin en ayant un rôle social et médical » : rencontre avec le docteur Virginie Issautier, médecin généraliste sur la rocade à Avignon ainsi qu'en milieu rural à Violès, qui évoque auprès de Vaucluse santé attractivité pourquoi avoir choisi le Vaucluse où elle exerce depuis 15 ans.

Le Département veut lutter contre les déserts médicaux



Ecrit par le 18 décembre 2025



Le Conseil départemental de Vaucluse lance 'un SOS' afin de recruter 8 médecins généralistes avant la fin de l'année afin de lutter contre les déserts médicaux.

Il y a urgence. Le Vaucluse a la plus faible densité de généralistes de la Région Sud (85 médecins pour 100 000 habitants). En 5 ans leur nombre a fondu de 11% et plus de la moitié d'entre eux affichent un âge de plus de 55 ans, ils vont donc bientôt partir à la retraite.

D'où le cri d'alarme de la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Dominique Santoni : « Nous devons absolument recruter 8 médecins cette année ». Pour ce faire, avec son équipe, elle a échangé avec l'Agence régionale de santé (ARS), la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), l'Ordre des médecins et les associations sur le terrain.

« Notre but n'est pas de concurrencer l'offre médicale existante mais de la compléter dans les Zones d'intervention prioritaires identifiées. » Ainsi, sur les 151 communes de Vaucluse, près de 3 sur 4 sont concernées selon l'ARS, Que ce soit dans des cantons ruraux (Cheval-Blanc, Pernes), péri-urbain (Bollène) ou quartiers de villes moyennes (Cavaillon, Carpentras, Isle-sur-la-Sorgue, Apt).



Département-pilote pour la Région

Ces médecins seront installés dans les EDES (Espaces départementaux des solidarités) ou des locaux mis à disposition par les maires, ils pourront travailler en relation avec les centres hospitaliers, ils seront rémunérés en fonction de la grille hospitalière. Grâce à notre territoire et ses atouts, (climat, patrimoine, paysages, qualité de vie), nous pouvons attirer des médecins qui n'auront ni loyer, ni charges à débourser. Pour leur faciliter la vie, le département donnera un coup de pouce pour l'emploi de leur conjoint ou la scolarisation de leurs enfants.

« Avec la crise sanitaire, nous avons vu qu'il y a une absolue nécessité de renforcer notre offre de soins », poursuit Dominique Santoni. Avec la Région Sud, le président Renaud Muselier a décidé de faire du Vaucluse un département-pilote en matière de télémédecine. Nous envisageons aussi de le déployer dans les Ehpad. Un bus itinérant aussi est dans les projets, qui, avec une équipe médicale, irait à la rencontre de la population qui ne peut pas se déplacer. »

Ce 'Plan Santé', destiné à lutter contre les déserts médicaux de Vaucluse est évalué à 1M€, somme financée majoritairement par l'Assurance-Maladie.



Léa louard, Suzanne Bouchet, Dominique Santoni et Elisabeth Amoros lors de la conférence de presse du Conseil départemental de Vaucluse (© DR)

Bébés de 0 à 3 ans, de l'importance de l'éveil culturel

La Journée de la Petite enfance fait son retour en Vaucluse ce jeudi 30 septembre, à Sorgues, réunissant une centaine de professionnels en charge des 0-3 ans et des bibliothécaires du Département. Ce rassemblement est organisé par le service Livre et lecture du Département, en partenariat avec l'association 'Quand les livres relient'.

Plus tôt on fait vivre aux tout-petits une expérience sensible, culturelle et artistique, plus tôt on ouvre les bébés au livre, au chant, à la danse, à la peinture. Une façon de les éveiller et de les stimuler dans un rapport positif à l'art, à la lecture et à la culture dans toutes ses dimensions. C'est aussi participer à la lutte contre les déterminismes sociaux puisqu'ainsi l'on favorise l'insertion et la maîtrise des codes qui régissent la société, en construisant et en nourrissant un rapport positif à l'éducation et à la culture.

Une journée de formation

C'est la raison pour laquelle Léo Campagne Alavoine, directrice de 'Quand les livres relient' animera la journée en présence de l'invité d'honneur, Sophie Marinopoulos, psychologue et psychanalyste, également auteure d'un rapport ministériel sur la notion de 'santé culturelle' des tout-petits. A ses côtés, Joëlle Turin, formatrice spécialisée dans la littérature Jeunesse. Pour elle, le livre et la lecture proposés aux bébés participent dès le plus jeune âge à la culture et à la familiarisation avec l'écrit, avant même l'âge de l'apprentissage de la lecture. Le livre et la lecture proposés dans un temps de partage avec l'adulte les sensibilisent au plaisir de lire et à interagir. Emilie Bousquet, coordinatrice du réseau des bibliothèques de la Cove (Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat-Venaissin) de la crèche de Mazan et de l'association Minuscropik interviendra au cours de cette journée, faisant part de son expérience.

Objectif

L'objectif de la formation est de faire se rencontrer des professionnels, assistantes maternelles, médecins, puéricultrices, bibliothécaires pour un temps d'échange et de partage, de s'initier et de comprendre le concept de santé culturelle, de s'interroger sur l'inscription et l'importance de l'art et de la culture dans nos vies et découvrir les modes de perception des tout-petits en matière d'art, de culture et de lecture.

En savoir plus

Le service Livre et lecture(SLL), est un service du Département, rattaché à la Direction Insertion, Emploi, Sports et Citoyenneté. C'est un centre de ressources à disposition des bibliothèques du département. Il



Ecrit par le 18 décembre 2025

intervient dans le domaine de la formation auprès des acteurs de terrain et met en évidence le caractère transversal d'une politique du livre et de la lecture qui a autant à voir avec l'éducation, la culture que l'insertion sociale et la citoyenneté. Pour plus de renseignements sur le Service Livre et Lecture : http://sll.vaucluse.fr

MH